



**MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

MRAe

Mission régionale d'autorité environnementale

OCCITANIE

Conseil général de l'Environnement
et du Développement durable

**Décision de dispense d'évaluation environnementale,
après examen au cas par cas
en application de l'article R. 104-28 du Code de l'urbanisme,
sur la modification simplifiée n°2 du PLU de Lanta**

n°saisine : **2021-9198**

n°MRAe : 2021DKO64

La mission régionale d'Autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable (MRAe), en tant qu'autorité administrative compétente en matière d'environnement en application du décret n°2016-519 du 28 avril 2016 ;

Vu la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 du parlement européen relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le Code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 104-1 à L. 104-8 et R. 104-1 à R. 104-33 ;

Vu le décret n°2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable, notamment son article 11 ;

Vu les arrêtés ministériels du 11 août 2020 et 21 septembre 2020 portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale (MRAe) ;

Vu le règlement intérieur de la mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Occitanie adopté le 03 novembre 2020, et notamment son article 8 ;

Vu la décision de la mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Occitanie en date du 20 octobre 2020, portant délégation à Monsieur Jean-Pierre VIGUIER, président de la MRAe, et aux autres membres de la MRAe, pour prendre les décisions faisant suite à une demande de cas par cas ;

Vu la demande d'examen au cas par cas relative au dossier suivant :

- **n° 2021-9198 ;**
- **relative à la modification simplifiée n°2 du PLU de Lanta ;**
- **déposée par la commune de LANTA;**
- **reçue le 9 mars 2021;**

Considérant que la commune de LANTA (2070 habitants en 2017, 3,1 % d'augmentation annuelle de la population entre 2012 et 2017 source INSEE) engage une modification de son PLU afin de permettre le développement d'activités liées à l'événementiel pour organiser des réceptions et séminaires avec hébergement sur le site du château de Charmilles, implanté sur une parcelle d'environ 1,8 ha en secteur Ah;

Considérant que le règlement autorise sur le site la création :

- d'un bâtiment principal de 350 m² d'emprise au sol ;
- d'une annexe de 55 m² ;
- d'une aire de stationnement de 60 places ;
- de lodges ou chalets à vocation de chambres d'hôtes pour une emprise au sol maximale de 200 m² ;

Considérant que les zones concernées par la modification n°2 du PLU de Lanta sont situées en dehors des secteurs répertoriés pour leurs enjeux écologiques ou paysagers, des continuités écologiques, des périmètres de captage et des secteurs présentant des risques ;

Considérant que les impacts potentiels du plan sur l'environnement sont réduits par la faible ampleur du projet de modification, qui n'induit ni augmentation de population, ni augmentation significative du trafic routier ;

Considérant par ailleurs que lors du dépôt de permis de construire le système d'assainissement autonome devra être validé par le service public d'assainissement non collectif ;

Considérant en conclusion qu'au regard de l'ensemble de ces éléments, le projet n'est pas susceptible d'entraîner des impacts notables sur l'environnement ;

Décide

Article 1^{er}

Le projet de modification simplifiée n°2 du PLU de Lanta, objet de la demande n°2021-9198, n'est pas soumis à évaluation environnementale.

Article 2

La présente décision sera publiée sur le site internet de la mission régionale d'autorité environnementale Occitanie (MRAe) : www.mrae.developpement-durable.gouv.fr.

Fait à Toulouse, le 27 avril 2021,

Pour la Mission Régionale d'Autorité environnementale,
par délégation



son président,
Jean -Pierre VIGUIER

Voies et délais de recours contre une décision dispensant la réalisation d'une évaluation environnementale

Recours gracieux : (Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

par courrier adressé à :

Le président de la MRAe Occitanie

DREAL Occitanie

Direction énergie connaissance - Département Autorité environnementale

1 rue de la Cité administrative Bât G

CS 80 002 - 31 074 Toulouse Cedex 9

Conformément à l'avis du Conseil d'État n°395 916 du 06 avril 2016, une décision de dispense d'évaluation environnementale d'un plan, schéma, programme ou autre document de planification n'est pas un acte faisant grief susceptible d'être déféré au juge de l'excès de pouvoir. Elle peut en revanche être contestée à l'occasion de l'exercice d'un recours contre la décision approuvant le plan, schéma, programme ou autre document de planification.